

CITIZEN

DROITS DE L'HOMME

« L'avenir s'annonce sombre »

David Angel

Les dirigeants mondiaux doivent agir de toute urgence pour protéger les civils des violences atroces perpétrées par des États et des groupes armés, a demandé Amnesty International à l'occasion du lancement de son bilan annuel de la situation des droits humains dans le monde.

« 2014 s'est révélée catastrophique pour des millions de personnes en proie aux violences », a déclaré Salil Shetty, secrétaire général d'Amnesty International. « La réponse de la communauté internationale aux conflits et aux violations commises par des États et des groupes armés est scandaleuse et inopérante. Face à l'intensification des attaques barbares et de la répression subies par les populations, la communauté internationale s'est montrée absente. »

Montée en puissance de groupes armés

Amnesty International s'inquiète tout particulièrement de la montée en puissance de groupes armés non étatiques, dont celui qui se donne le nom d'État islamique (EI).

« Parallèlement à l'extension des zones d'influence de groupes tels que Boko Haram, EI et Al Shabab au-delà des frontières nationales, un nombre croissant de civils vont être contraints de vivre sous leur contrôle quasi étatique », a déclaré Anna Neistat, directrice générale du programme de recherche d'Amnesty International.

Pour elle, « les gouvernements doivent cesser d'affirmer que la protection des civils n'est pas de leur ressort et contribuer à soulager les souffrances de millions de personnes. Il est indispensable que les instances dirigeantes renvoient entièrement leur approche face aux crises à travers le monde. »

Le rôle des Nations unies

Pour des raisons de défense d'intérêts particuliers ou d'opportunisme politique, le Conseil de sécurité des Nations unies s'est montré incapable de résoudre les crises et les conflits qui ont déchiré Gaza, l'Irak, Israël, la Syrie et l'Ukraine, même dans les situations où des États ou des groupes

armés se rendent coupables de crimes atroces à l'encontre de civils.

Amnesty International engage aujourd'hui les cinq membres permanents du Conseil de sécurité à renoncer à faire usage de leur droit de veto en cas de génocide ou d'autres atrocités de masse.

« En renonçant à leur droit de veto, les cinq membres permanents du Conseil de sécurité élargiraient la marge de manoeuvre des Nations unies et feraient clairement savoir aux responsables d'atrocités massives que le monde ne restera pas les bras croisés », a expliqué Salil Shetty.

Livraisons d'armes

Le déferlement d'armes dans des pays où elles sont utilisées par des États et des groupes armés pour commettre de graves violations a coûté la vie à plusieurs dizaines de milliers de civils en 2014.

Amnesty International exhorte tous les États - dont le Canada, la Chine, les États-Unis, l'Inde, Israël et la Russie - à ratifier le Traité sur le commerce des armes ou à adhérer à ce texte, entré en vigueur en 2014. « Le transfert irresponsable d'armements à destination d'auteurs de violations des droits humains doit maintenant cesser », a déclaré Anna Neistat.

En outre, Amnesty International demande aux dirigeants mondiaux d'imposer de nouvelles restrictions pour lutter contre l'usage d'armes explosives dans des régions peuplées.

Mesures draconiennes

Le rapport annuel révèle que nombre de gouvernements ont adopté des tactiques répressives et drastiques en réaction aux menaces pesant sur la sécurité.

À titre d'exemple, les autorités pakistanaises ont levé le moratoire sur la peine de mort et commencé à exécuter des prisonniers déclarés coupables d'infractions liées au terrorisme. En Russie et en Asie centrale, celles et ceux qui étaient accusés d'infractions liées au terrorisme ont été torturés par des forces nationales de sécurité. En Turquie, des lois anti-terroristes à la définition vague ont de nouveau été invoquées en 2014 pour



PHOTO : WIKIMEDIA

poursuivre en justice des personnes qui exerçaient légitimement leur liberté d'expression.

« De Baga à Bagdad, de hautes personnalités gouvernementales ont tenté de justifier des violations des droits humains en expliquant qu'elles répondaient à un impératif de 'sûreté' », a déclaré Salil Shetty. « Nous savons pourtant que les réactions à chaud ne servent à rien et que, bien au contraire, elles créent un environnement répressif qui fait le lit de l'extrémisme. »

Crise des réfugiés

Conséquence tragique de l'incapacité de la communauté internationale à faire face au nouveau visage des conflits, la crise des réfugiés est l'une des plus graves que le monde ait jamais connues, alors que des millions de personnes - dont quatre millions en provenance d'un seul pays, la Syrie - continuent de fuir violences et persécutions.

« Il est insupportable de constater que les efforts déployés par les pays riches pour maintenir ces personnes hors de leurs frontières prennent le

pas sur ceux visant à les maintenir en vie », a déclaré Salil Shetty.

Selon lui, « les dirigeants ont toutes les cartes en main pour alléger la souffrance de millions de gens : ils doivent consacrer des ressources financières et politiques à l'aide et à la protection de celles et ceux qui fuient le danger, leur offrir une large assistance humanitaire et réinstaller les plus vulnérables. »

Appel à l'action

« L'avenir s'annonce globalement bien sombre pour les droits humains, mais il existe des solutions », a estimé Salil Shetty. « Les dirigeants mondiaux doivent prendre immédiatement des mesures décisives pour éviter une crise internationale imminente et rendre possible un monde plus sûr où les droits et libertés sont protégés. »

Le rapport complet d'Amnesty International peut être consulté sous : www.amnesty.lu/uploads/media/Annual_Report_-_French_-_AIR1415.pdf